

*Tarif des douanes (n° 2)*

culture paie la note, excepté quand il y a une pénurie dans le monde et alors ce sont les consommateurs qui la paient. Il est temps qu'un équilibre s'établisse entre les agriculteurs et les consommateurs. Ce devrait être la politique du gouvernement. La suppression du droit de douanes ne constitue pas la réponse. Le gouvernement ne comprend rien au problème agricole. Il ne peut concilier les exigences du consommateur et celles du producteur de façon à ce que ni l'un ni l'autre ne souffre de prix extrêmes qui affligent les deux.

Depuis six années consécutives, l'industrie de la pomme de terre dans l'Est du Canada subit des pertes importantes sans qu'on se préoccupe suffisamment de sa position. Malgré cela, des droits doivent être abolis sur des produits agricoles. Le Canada n'a pas tenu compte de la politique d'autres pays qui se préoccupent de leur approvisionnement. La Communauté économique européenne a décidé d'appuyer la production vivrière pour s'assurer que les agriculteurs demeurent au travail et que les épicerie regorgent de leurs propres produits. Si, par hasard, il y a un surplus d'une denrée telle que les pommes de terre, les oignons, les pommes ou les concentrés de jus de pomme, on trouvera moyen de les retirer des marchés excédentaires et de les écoulés ailleurs au meilleur prix possible.

Le producteur de pommes de terre de la région atlantique constate souvent que les pommes de terre sont livrées à des régions d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud à des prix inférieurs aux frais d'emballage et de transport, sans parler des frais de production. C'est là une concurrence qui place l'industrie de la pomme de terre et de nombreuses industries partout au Canada dans une situation extrêmement pénible, alors que le gouvernement de notre pays, dans son inertie et sa négligence de l'agriculture, ne semble même pas reconnaître l'existence d'un problème.

A l'heure actuelle, nous faisons face à des difficultés quant à la gestion de l'agriculture et des produits agricoles, notamment en ce qui concerne l'huile végétale à teneur protéique. Le gouvernement a imposé au Canada des restrictions quant à l'exportation des protéines. Il ne se rend pas compte qu'en agissant ainsi, il a ni plus ni moins fait disparaître du Canada la production des huiles végétales. En dépit des répercussions sur la production des denrées alimentaires, qu'il s'agisse de margarine, d'huile de cuisine, de frites ou de plats cuisinés, l'huile est nécessaire. Le Canada ne peut pas importer d'huile parce que nous n'avons pas su, lors de négociations, nous placer en assez bonne position. Le Canada ne peut pas produire d'huile. Tandis que nous avons imposé un embargo sur l'exportation des aliments protéiques, nous avons en même temps rempli les entrepôts des transformateurs d'aliments protéiques au point qu'ils ont dû fermer leurs portes et ne plus produire d'huile végétale. Et la situation va empirer par suite de l'incompréhension d'un problème agricole.

Je félicite le gouvernement de sa prévoyance quand il dit que nous avons suffisamment d'aliments protéiques pour l'alimentation des animaux, ce qui est bon, mais je le blâme pour n'avoir pas su prévoir les effets secondaires et comprendre qu'en tâchant d'assurer l'approvisionnement en aliments protéiques, il a à toutes fins pratiques arrêté la production de l'huile végétale. Le nombre des aliments dont les prix vont augmenter ne peut se compter sur les doigts des mains et des pieds à mesure que l'on en parcourt la liste. Tous les aliments cuits à l'huile et tous les aliments contenant de l'huile, la margarine en particulier, vont être touchés, et leur approvisionnement va devenir extrêmement serré. C'est là une situation tragique. Il y a à

la fois négligence par rapport à un problème et ignorance d'un autre. Et c'est encore le consommateur qui va en souffrir.

Nous faisons partie d'une structure internationale qui réussit à assurer passablement l'équilibre dans le reste des approvisionnements alimentaires. S'il y a un écart de 1 ou 2 p. 100, le prix d'un produit pourrait s'effondrer à l'échelle mondiale. Advenant que pour une raison ou une autre un pays permette à sa production d'aliments de baisser, il pourrait alors en résulter inversement une tendance à la hausse des prix et c'est le consommateur qui en souffrirait. Puisqu'il ne reconnaît pas la nécessité d'assurer des prix raisonnables au consommateur pour les produits canadiens, le Canada pourrait se trouver le pays le plus durement frappé au monde quant aux prix qu'auraient à payer ces consommateurs et à la baisse des profits de ces cultivateurs. Cette liste renferme des articles qui sont expédiés partout sur le continent. Par exemple, si l'on encourageait le producteur de choux de l'Est canadien, choux que nous importons d'aussi loin que l'ouest de la Californie et s'il pouvait rentrer dans ses frais d'emballage et de transport, il toucherait un revenu satisfaisant. Toutefois, il n'a ni d'encouragement, ni de protection ni d'espoir pour ce qui est de la possibilité d'écouler son produit au début de la saison ou à un moment plus tardif. Certains choux peuvent se vendre tôt tandis que le reste de la récolte peut être emmagasiné dans de bonnes conditions.

Nous avons une occasion d'accroître la production agricole au Canada. Nous ne devrions pas la laisser s'effriter. Le Conseil canadien de l'horticulture a élaboré une position au sujet des opérations commerciales futures. Elle est exposée dans un volume aux dimensions comparables à celui que je tiens en main. Je me demande si les membres du cabinet l'ont lu. Connaissent-ils quelle sera la répercussion sur l'agriculture, s'ils ne reconnaissent pas les droits dont cette industrie a besoin? Se sont-ils arrêtés à songer à l'effet de multiplication qu'engendre l'agriculture, car le cultivateur est un de ceux qui dépensent le plus librement dans notre société actuelle? Le cultivateur est un des éléments qui dépensent le plus librement dans notre économie. Il construira une nouvelle écurie ou achètera un nouveau tracteur ou étendra son entreprise lorsqu'il aura des fonds disponibles. Il n'économise pas son argent en achetant des obligations ou en faisant des placements, mais il étend son entreprise de façon à créer des possibilités d'emplois à la ferme ou à la fabrique. De nombreux Canadiens sont sans travail à l'heure actuelle, parce que les cultivateurs ne font pas confiance aux politiques du gouvernement, qu'ils s'adonnent à la culture du blé, des fruits ou légumes. Ils savent qu'ils seront laissés à la merci des marchés mondiaux et qu'ils souffriront comme le consommateur à un moment ou un autre.

● (1620)

Je propose à nouveau ce que j'ai dit hier soir, que le Canada devrait tenter immédiatement de négocier avec les États-Unis au sujet de notre pénurie de protéines. Nous pourrions tenter de négocier un accord en vertu duquel nous pourrions obtenir des protéines des États-Unis en retour des protéines que nous vendons ordinairement. Il y a eu un écoulement de protéines outre-frontière d'un bout à l'autre du Canada. Les deux embargos ont bouleversé tout le commerce des protéines et ont presque paralysé l'industrie de l'huile végétale au Canada. Les États-Unis n'ont pas décidé de délivrer des permis pour l'exportation des huiles comestibles que nous avons toujours achetées. Et maintenant, nous sommes dans une situation où nous ne pourrions jamais plus négocier à l'égard des tarifs agri-